

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

### MARCHÉ DE FOURNITURE PASSÉ EN APPEL D'OFFRES

**Accord-cadre de fourniture de consommables de biologie**

**N°2025950ACFO008**

## Table des matières

Article 1 - Objet du contrat.....	4
1.1 - Allotissement.....	4
1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique .....	4
1.2.1 - Définition du besoin à couvrir .....	4
1.3 - Prestations annexes .....	6
1.3.1 - Garantie des prestations .....	6
1.3.2 - Maintenance des prestations.....	6
1.4 - Variantes .....	6
Article 2 - Localisation et temporalité .....	7
2.1 - Lieux d'exécution .....	7
Les livraisons sont à assurer sur tous les sites de l'établissement.....	7
Voir : <a href="https://www.unicaen.fr/universite/decouvrir/territoire/">https://www.unicaen.fr/universite/decouvrir/territoire/</a> .....	7
2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction.....	7
2.2.1 - Date de démarrage.....	7
2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation.....	7
2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents .....	7
Article 3 - Dispositions générales du contrat .....	7
3.1 - Type d'accord-cadre.....	7
3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires .....	8
3.2.1 - Marché complémentaire.....	8
3.2.2 - Prestations similaires .....	8
3.3 - Exclusions .....	8
3.4 - Pièces contractuelles.....	9
Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité .....	9
Article 5 - Prix .....	9
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué .....	9
5.2- Modalités d'actualisation des prix .....	9
5.3- Modalités de révision des prix .....	9
Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde » .....	9
Article 7- Avance.....	10
Article 8- Modalités de règlement des comptes .....	10
8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs .....	10
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	10
8.3 - Délai global de paiement.....	11
8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants.....	11

Article 9 - Clause environnementale .....	12
Article 10 - Pénalités.....	12
10.1 - Pénalités de retard .....	12
10.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	12
10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles .....	12
Article 11 - Clause de réexamen.....	12
Article 12 - Circulation des pièces administratives .....	13
Article 13 – Constations de l’exécution des prestations .....	13
Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.....	13
Article 14 - Assurances .....	13
Article 15 - Résiliation du contrat.....	14
15.1 - Conditions de résiliation.....	14
15.2 - Arrêt des prestations.....	14
Article 15 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	14
Article 16 - Règlement des litiges et langues .....	14
Article 17 - Dérogations.....	14

## Article 1 - Objet du contrat

### 1.1 - Allotissement

Lot	Description du lot	Code CPV	Désignation du code CPV	Montant mini	Montant HT en € maxi sur 4 ans
1	Biochimie	44832200 38521000 24956000	Diluants Scintigraphes à pression Peptones et substances protéiques	Sans	1 300 000
2	Biologie moléculaire	33696500 24965000	Réactifs de laboratoire Enzymes	Sans	2 000 000
3	Biologie cellulaire	24931250 24965000	Milieux de culture Enzymes	Sans	3 000 000
4	Microbiologie	24931250 33181520 33793000	Milieux de culture Consommables pour dialyse rénale Verrerie de laboratoire		2 000 000
5	Matériels et accessoires dédiés à la biologie	33141310 42671100 33141610 33793000 38432200 38434540 38434500 38434510 33141100	Seringues Porte-outil de laboratoire Poche Verrerie de laboratoire Chromatographe Matériel biomédical Analyseurs biochimiques Cytomètres Pansements ; clips, sutures, ligatures	Sans	2 500 000

### 1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique

#### 1.2.1 - Définition du besoin à couvrir

##### Lot 1 : Biochimie

Ce lot comprend entre autres :

- produits biochimiques courants
- biologie :
  - peptides et acides aminés
  - protéines recombinantes
  - produits chimiques à usage biochimique ou biologique
- Réactifs et kits pour le marquage et la détection des protéines
- Anticorps et réactifs d'immun-histologie et d'histochimie :
  - Anticorps primaire non couplés (hors anticorps contrôlés et anti tag)
  - Anticorps primaires non couplés et contrôlés

- Anticorps primaires non couplés anti tag
- Anticorps primaires couplés marqueurs de cellules
- Anticorps secondaires
- Réactifs d'immuno histologie et d'histochimie
- Produits pour la biologie cellulaire et microbiologie :
  - Cellule, virus et petits organismes de classe 1 et 2, hors animaux
  - Kits d'isolement et de détection des cellules, virus et organites
  - Produits et réactifs biochimiques
  - Kits de dosage, d'essai fonctionnel, kits biochimiques
  - Microbiologie : réactifs et kits biochimiques

## **Lot 2 : Biologie moléculaire**

Ce lot comprend entre autres les :

- Réactifs et kits pour le marquage et la détection des acides nucléiques
- Oligonucléotides de synthèses et acides nucléiques
- Kits et réactifs pour isolement et purificateur des acides nucléiques
- Enzymes de restriction
- Enzymes de modification et clonage
- Enzymes et kits de synthèses des acides nucléiques
- Kits et réactifs pour isolement et la purification des protéines

## **Lot 3 : biologie cellulaire**

Ce lot comprend entre autres les :

- Cellules, virus et petits organismes hors animaux
- Kits d'isolement et de détection des cellules, virus et organites
- Produits pour culture cellulaire et microbiologie
  - Sérums et autres milieux de culture pour cellules de mammifères
  - Milieux pour culture de cellules végétales
  - Milieux pour culture de petits organismes vivants
  - Milieux de bactériologie et additifs
  - Antibiotiques pour cultures cellulaires
  - Enzymes pour cultures cellulaires
- Milieux pour la cryoconservation

## **Lot 4 : Microbiologie**

Ce lot comprend entre autres les :

- Cellules, virus et petits organismes hors animaux
- Réactifs et kits biochimiques
- Seringues en plastique et aiguilles
- Consommables de chromatographie et d'extraction non dédiés aux instruments
- Consommables pour filtration et dialyse
- Vaisselle de laboratoire réutilisable en verre, plastique, porcelaine
- Cuvettes en verre et quartz pour spectromètres

## **Lot 5 : Matériels et accessoires dédiés à la biologie**

Ce lot comprend entre autres les :

- Petits matériels de paillasse non électrique courants
- Consommables et matériels courants de labo
- Instruments, extracteurs, séparateurs, purificateurs de molécules
- Equipements pour synthèse des molécules
- Accessoires et consommables dédiés aux instruments de tous types

### **1.3 - Prestations annexes**

#### **1.3.1 - Garantie des prestations**

Les prestations livrées font l'objet d'une garantie minimale d'un an, selon l'article 33 du CCAG-FCS. Le point de départ de ce délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

#### **1.3.2 - Maintenance des prestations**

La maintenance des prestations livrées, comprend les interventions demandées par le pouvoir adjudicateur en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif, conformément à l'article 32 du CCAG-FCS.

### **1.4 - Variantes**

L'université laisse la possibilité aux candidats de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante.

Les variantes doivent respecter les exigences techniques minimales indiquées au DCE.

Le nombre maximum de variantes pouvant être présentées est limité à deux.

Elles doivent conduire à des propositions techniques ou financières équivalentes ou plus performantes ou encore aboutir à une amélioration de l'offre en matière de responsabilité environnementale ou sociale. Une proposition de matériel dit « d'occasion », ayant fait l'objet d'un reconditionnement ou ayant été utilisé à des fins de démonstration est possible.

## **Article 2 - Localisation et temporalité**

### **2.1 - Lieux d'exécution**

Les lieux exacts de livraison sont indiqués sur les bons de commande.

Les livraisons sont à assurer sur tous les sites de l'établissement.

Voir : <https://www.unicaen.fr/universite/decouvrir/territoire/>

### **2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction**

#### **2.2.1 - Date de démarrage**

L'accord-cadre débute le 7 juillet 2025 ou à sa notification si celle-ci est postérieure.

#### **2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation**

L'accord-cadre est notifié pour une période initiale d'un an.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est 4 ans. Il prendra fin le 6 juillet 2029.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Toutefois, il peut prendre fin avant ce délai dès que son montant maximum est atteint.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

#### **2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents**

Des bons de commandes/marchés subséquents pourront être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Leurs effets perdureront jusqu'à livraison des fournitures et/ou réalisation des prestations commandées. Cette durée ne peut dépasser 1 an.

#### **2.2.4 – Statistiques**

Une à deux fois par an, l'université pourra demander les statistiques des ventes réalisées sur ce marché. Les titulaires disposent d'un délai de deux semaines pour les fournir.

Ces statistiques doivent être transmises par lot avec le groupe de marchandises (code NACRES) correspondant aux produits. Ces statistiques sont indiquées par montant et par quantité, dans un format exploitable facilement (tableur).

## **Article 3 - Dispositions générales du contrat**

### **3.1 - Type d'accord-cadre**

Cet accord-cadre multi-attributaires conclu sans minimum et avec un maximum par lot défini à l'article 1.1 ci-dessus est passé en application de l'article R2162-4 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande sur devis ou site de commande en ligne au fur et à mesure des besoins.

Les titulaires de l'accord-cadre seront sollicités pour produire un devis détaillé des produits qu'ils proposent. Le choix du fournisseur se fera selon les caractéristiques techniques, financières et logistiques correspondant le mieux aux spécificités du besoin.

Le nombre maximum de titulaires retenus est fixé dans le tableau ci-dessous sous réserve d'un nombre d'offres suffisantes :

Lot	Description du lot	Nombre maximum de fournisseurs retenus
1	Biochimie	12
2	Biologie moléculaire	12
3	Biologie cellulaire	8
4	Microbiologie	10
5	Matériels et accessoires dédiés à la biologie	10

### **3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires**

#### **3.2.1 - Marché complémentaire**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet des livraisons complémentaires.

Chaque nouvel accord-cadre doit être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

#### **3.2.2 - Prestations similaires**

Sans objet

### **3.3 - Exclusions**

L'université se réserve le droit de réaliser des commandes en dehors du présent accord-cadre lorsqu'aucun consommable ne sera proposé par les titulaires d'un lot ou lorsque seules des propositions inadaptées seront proposées.

Une proposition est inadaptée si elle ne répond pas ou partiellement au besoin exprimé ou si ses conditions de réalisation (délais et tarif notamment) sont manifestement excessives en comparaison de propositions d'un opérateur économique non retenu au présent contrat.

De plus, l'université dispose de plusieurs moyens d'approvisionnements de consommables scientifiques, et notamment :

- Un marché de produits chimique
- Un accès du contrat GAUSS proposé par l'UGAP.

Certains produits et matériels prévus au présent marché peuvent s'avérer redondants avec ceux proposés par ces autres contrats. Dans ce cas, le choix du canal d'approvisionnement est laissé à l'appréciation du gestionnaire de la commande.



### **3.4 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives *Générales* – FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>)
- L'offre technique et financière du candidat
- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)

#### **Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

#### **Article 5 - Prix**

##### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de port.

Chaque lot est traité à prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées.

Les prix unitaires sont établis à partir de tarifs préférentiels dédiés à l'Unicaen.

##### **5.2- Modalités d'actualisation des prix**

Les prix sont fermes, et non actualisables.

##### **5.3- Modalités de révision des prix**

Les tarifs proposés par le titulaire évoluent selon le barème propre à chaque fournisseur et est intégré au site de commande en ligne.

En cas d'absence de site de commande en ligne, le fournisseur propose à l'Université un nouveau tarif ou barème ou les modalités de mise à jour au moins 1 mois avant sa date d'application.

#### **Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde »**

**La clause limitative dite "de sauvegarde" s'applique** : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2% l'an.

## **Article 7- Avance**

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, une avance de 5 % est accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R-2191-3 et suivants du code de la commande publique.

**Nota :** *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.*

## **Article 8- Modalités de règlement des comptes**

### **8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG FCS : lorsque le marché fixe uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

La facturation intervient en une fois après le service réalisé (livraison effectuée et/ou prestations réalisées).

### **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché et du lot si alloti ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- Le montant des prestations exécutées, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;

- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes :

**Transmission des factures via le portail Chorus pro :**

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016

CODE SERVICE UNIQUE : SFACT

Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

**NB :**

*En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.*

*Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.*

*La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :*

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : [ccp2017.aife@finances.gouv.fr](mailto:ccp2017.aife@finances.gouv.fr)

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'exécution des prestations si elle est postérieure.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

### **8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants**

En cas de cotraitance :

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

## **Article 9 - Clause environnementale**

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transports des produits transportés, conformément à l'article 21.1 du CCAG FCS disposant que Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

## **Article 10 - Pénalités**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

### **10.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS./CCAG-TIC

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG-FCS/CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/1000.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG-PI.

### **10.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles**

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

## **Article 11 - Clause de réexamen**

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R2194-1 du code de la commande publique. Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant (y compris, s'agissant des accords-cadres, le montant maximum).

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

## **Article 12 - Circulation des pièces administratives**

Concernant la circulation des pièces administratives :

- 1- Toute modification visant à l'élaboration d'un avenant est adressée à l'acheteur qui les validera et les transmettra à la Direction de la Commande Publique de l'Université de Caen Normandie.
- 2- Le titulaire du marché doit signaler à la Direction de la Commande Publique tout changement d'adresse, de Siret ou de RIB en cours de marché.
- 3- Tous les documents techniques demandés en cours de marché (notices, modes d'emploi, échantillons, etc.) seront adressés à l'acheteur.
- 4- En cas de cession de créance, celles-ci doivent être adressées à l'agent comptable de l'Université après obtention de l'exemplaire unique auprès de la Direction de la Commande Publique.
- 5- En cas d'affacturage, les pièces administratives doivent être transmises à l'agence comptable.

## **Article 13 – Constatations de l'exécution des prestations**

### **13.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### **13.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux article 30 du CCAG-FCS.

## **Article 14 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS/CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **Article 15 - Résiliation du contrat**

### **15.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

### **15.2 - Arrêt des prestations**

Sans objet

## **Article 15 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **Article 16 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **Article 17 - Dérogations**

L'article 3.4 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG.FCS

L'article 8.4 du présent CCP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG.FCS